

COMPARAISON. APPROCHE HISTORIQUE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DANS LES VILLES ET A L'ECHELLE DES USAGERS

Nous avons commencé cette partie en nous interrogeant sur les processus qui avaient conduit à ce que des modèles semblables de gestion de l'eau soient proposés presque à la même époque aussi bien à Khartoum qu'à Carthagène, avant d'être présentés de manière générale comme étant nécessaires au développement de ces villes. Cette question nous confronte d'une part aux manières de penser la relation entre technique et société et, d'autre part, aux transformations concrètes qui se sont opérées à l'échelle des usagers pour permettre la mise en place des réseaux urbains d'adduction d'eau. A ce titre, une approche historique s'est révélée pertinente pour se garder des explications déterministes – un déterminisme qui peut être social ou technique – dont parle Madeleine Akrich (1994) et selon lesquelles nous aurions présenté la mise en place du réseau hydrique comme l'aboutissement d'une transformation sociale, ou à l'inverse les changements dans les formes de partager et penser l'eau comme le simple résultat de l'installation du système. Ces relations de causalité apparaissent beaucoup plus complexes si l'on considère la technologie à la fois dans ses dimensions matérielles, sociales et symboliques (PFAFFENBERGER, 1988).

Si ce détour par l'histoire nous a apporté des éléments de réponse, leur mise en perspective a également ouvert de nouvelles pistes de recherche et de questionnement. Tout d'abord, le fait d'aborder de manière analogue l'histoire des formes d'approvisionnement en eau à Khartoum comme à Carthagène – au-delà des différences importantes dans la quantité et la nature des documents consultés – nous a conduit à réfléchir sur les choix qui ont été faits pour narrer l'histoire des deux villes. De manière plus générale, il s'agit d'interroger le rôle des grandes infrastructures dans les récits historiques des formes urbaines d'accès à l'eau.

Ensuite, il convient de pointer d'importantes similitudes qui apparaissent avec l'émergence du système d'approvisionnement en eau dans les deux villes. C'est alors que la comparaison entre Khartoum et Carthagène se montre féconde pour identifier les éléments les plus saillants du positivisme qui domine les façons de penser l'espace urbain et les citoyens au tournant du XX^e siècle. Planification, centralisation de la gestion de l'eau et fragmentation urbaine sont différents aspects d'une même idéologie : celle du progrès et de la modernité. Or, celle-ci est ancrée dans le contexte précis de chaque ville, chacune d'entre elles ayant ses propres enjeux, acteurs sociaux et contingences. Nous nous proposons donc de revenir ici sur la question de la modernité et sur les différentes thématiques qui surgissent à ce sujet dans la

comparaison des histoires d'accès à l'eau à Khartoum et à Carthagène, et plus spécifiquement à Caño de Loro et à Tuti.

3.1. L'inscription de l'approvisionnement en eau dans l'histoire urbaine

Dans les archives concernant l'histoire de Carthagène, il existe des références à la question hydrique depuis sa fondation par les Espagnols au XVI^e siècle, et on a même retrouvé des indications sur les formes préhispaniques d'accès à l'eau dans l'actuel site de la ville. A l'inverse, cette problématique est peu mentionnée dans les récits historiques concernant Khartoum jusqu'à la mise en place d'un système collectif d'approvisionnement en eau au début du XX^e siècle.

Cette différence peut-elle s'expliquer par la taille de la ville ? Ou encore par une différence démographique ? S'il est fort probable que l'absence de données sur les formes d'approvisionnement en eau des populations installées à la confluence des deux Nils entre le XVI^e et le XVIII^e siècle puisse s'expliquer par le faible peuplement de la région, les données du XIX^e siècle mettent à mal cette hypothèse du poids démographique. En effet, la population de Carthagène oscille entre 9 000 et 12 000 habitants entre le début du XIX^e siècle et 1865, et celle de Khartoum varie entre 15 000 et 55 000 pendant approximativement la même période. Le nombre d'habitants ne détermine donc pas à lui seul l'inscription des formes d'approvisionnement en eau dans les chroniques historiques de la ville.

Outre le facteur démographique, le deuxième élément qui peut être mis en avant pour expliquer la place inégale de la question hydrique dans les chroniques produites sur ces deux villes, réside dans la différence de nature et de quantité des documents historiques. A ce titre, les récits coloniaux ont laissé de nombreuses traces sur les formes d'approvisionnement en eau à Carthagène dès le début du XVI^e siècle et au fil des siècles suivants ; tandis qu'au Soudan, il n'existe pas d'archives à proprement parler pour la période du sultanat Funj – entre le XVI^e et le XVIII^e siècle – et celles de l'administration turco-égyptienne – soit la majeure partie du XIX^e siècle – sont parcellaires et comportent d'importantes zones d'ombre et contradictions dans le détail selon certains historiens (BLEUCHOT 1989b). La question de l'approvisionnement en eau de la ville de Khartoum ne semble pas de surcroît avoir attiré particulièrement l'attention des voyageurs et chroniqueurs (§ 1.2.1 et § 1.2.2). Il importe à ce stade de considérer une cause écologique à cette différence, puisqu'il n'y a pas de sources d'eau proches à Carthagène alors que Khartoum en est entourée. Dès leur installation, les habitants de Carthagène sont donc obligés d'apporter cette ressource en ville, la question de la

conduction de l'eau ne se posant à Khartoum qu'au début du XX^e siècle. Or, comme le note Eric Swyngedouw :

« Si les conditions géo-climatiques telles que la disponibilité, le type de ressources naturelles et les régimes pluviaux sont, autant que les modes de peuplement, de grande importance pour l'organisation des systèmes de gestion de l'eau, ces caractéristiques physiques ne peuvent pas être séparées de l'organisation des relations sociales »²⁰⁰.

Si le contexte écologique implique, au moins en partie, une préoccupation plus poussée pour l'accès à la ressource – ce qui fait que le sujet est davantage traité dans les chroniques historiques de Carthagène par rapport à celles de Khartoum –, un autre élément semble jouer en ce qui concerne l'inscription de l'eau dans l'histoire des deux cas étudiés. Nous avons montré qu'il y a peu d'informations sur les formes d'accès à l'eau de consommation à Khartoum et que rien n'est dit en particulier sur les logiques d'échange de cette ressource, sur le statut des gens qui allaient la chercher dans le Nil ou sur les différences éventuelles entre les populations plus proches de la rive et celles qui en sont le plus éloignées. Curieusement, à Carthagène, où l'histoire de l'approvisionnement en eau paraît mieux fournie en documents et en récits, il n'existe pas plus de données sur ces interrogations : dans les annales, il n'est pas précisé qui gérait effectivement les *aljibe* publics et nous en savons très peu sur les particuliers qui avaient de puits privatifs ainsi que sur les gens qui vendaient la ressource.

Ceci montre qu'il semble avoir un choix similaire dans le traitement de l'histoire pour les deux villes, bien qu'il s'agisse d'époques différentes : ce sont avant tout les grands ouvrages et les infrastructures techniques qui sont mentionnés dans les chroniques, et non pas les formes quotidiennes ou populaires d'accéder et de gérer l'eau. Dans cette logique, le projet de construction d'un canal pour attirer à Carthagène les eaux de sources éloignées est présent dans de nombreux documents depuis le XVI^e siècle (§ 1.1.2) tandis que l'approvisionnement en eau de Khartoum prend de l'importance, dans les archives, à partir du début du XX^e siècle avec le projet de mise en place d'un système hydrique urbain (§ 1.2.3).

Par ailleurs, certains auteurs notent que la narration de grands récits constitue en règle générale un trait caractéristique d'une lecture moderniste de l'histoire (COMAROFF et COMAROFF 1992 ; KALB et al. 1996 ; FERGUSON 1999). Les récits des formes

²⁰⁰ « Although geo-climatic conditions such as the availability and type of natural water resources and pluvial regimes, as well as settlement patterns, are of a great importance for the organization of water management systems, these physical characteristics cannot be separated from the organization of human relations » (SWYNGEDOUW 2004, p. 36).

d'approvisionnement en eau à Khartoum et à Carthagène que nous avons évoqués dans le premier chapitre sont, à ce titre, largement tributaires de cette idéologie, à l'instar des modes de gestion de l'eau observés dans d'autres villes (KAIKA et SWYNGEDOUW 2004). Pour autant, les sources que nous avons utilisées dans le premier chapitre ne nous permettent pas de saisir davantage les nuances des logiques précédant la mise en place du réseau, en ce qu'elles font principalement partie du discours des élites – envoyés de la couronne espagnole, voyageurs qui accompagnent les campagnes de colonisation turco-égyptienne ou britannique, ingénieurs, médecins, journalistes – et donnent de ce fait peu d'éléments pour comprendre les relations tissées au quotidien entre les usagers autour de la gestion de l'eau dans les deux villes.

En nous plaçant à rebours d'une lecture moderniste de l'histoire d'approvisionnement en eau de Khartoum et de Carthagène et en suivant l'exemple d'autres auteurs (MITCHELL 2002 ; MOSSE 2006c), nous avons voulu montrer certaines des contradictions, controverses et contingences qui ont accompagné les actions concomitantes à la mise en place des réseaux d'adduction d'eau, qu'il s'agisse de la planification de l'espace, de la classification et l'individuation des citadins, de la centralisation de la gestion de l'eau ou encore de l'extension du réseau hydrique à l'échelle de la ville.

Au niveau des villages et à l'instar de ce qui a été proposé par certains anthropologues (CALLIER-BOISVERT 1994 ; CLEAVER 1995 ; CASCIARRI 2013a), nous avons essayé de fournir un aperçu historique de chaque population, par le biais des infrastructures pour le captage des eaux de consommation abandonnées : citernes du lazaret à Caño de Loro et puits à Tuti. Les premières illustrent une relation précoce entre la localité de Caño de Loro et l'Etat et indiquent, par leur usage officieux de la part des habitants « sains », des caractéristiques qui façonnent cette relation : « invisibilisation » des habitants par l'Etat, « informalité » de l'accès à l'eau et acquisition de celle-ci par le biais des relations interpersonnelles. Comme nous le verrons plus loin (§ 7.3), ces particularités marquent encore les formes d'accès à l'eau de consommation dans le village. Dans ce sens notre recherche rejoint les propos de certains auteurs qui affirment que la trajectoire de l'eau illustre comment l'allocation des ressources hydriques est valorisée, mobilisée et défendue au présent (VAN AKEN et al. 2009, p. 20).

L'observation des puits à Tuti nous a permis, outre explorer les relations de pouvoir autour de l'eau vis-à-vis des institutions étatiques – les Nās Tūtī étant en étant largement autonomes jusqu'aux années 1980) –, de considérer certaines questions, formulées par Olivia

Aubriot à partir de son étude au Népal : « comment une société élabore-t-elle son histoire locale, comment utilise-t-elle traces et signes du passé ? » (AUBRIOT 2000, p. 18). A ce titre nous avons pu évoquer comment le canal d'irrigation se constitue en marquer spatiotemporel mobilisé par certains de nos interlocuteurs pour exprimer l'histoire et le changement social. Pour d'autres, le creusage des puits sert au contraire à revendiquer leur statut de Nās Tūtī bien que celui-ci soit contesté par leur origine ou leur affiliation tribale. C'est à ce titre que nous avons pu considérer ces équipements comme des « routes vers la mémoire sociale » (MOSSE 2003, p. vi) utiles pour explorer des transformations historiques dans les relations politiques locales et pour comprendre les relations de pouvoir autour des ressources hydriques dans le présent.

3.2. Le réseau hydrique : planification urbaine, classement des citadins

Bien que la mise en place du système d'adduction d'eau au tournant du XX^e siècle ait été justifiée différemment à Khartoum et à Carthagène²⁰¹, la comparaison de ce processus d'installation a fait émerger une série de similitudes entre les deux villes. La première analogie concerne l'énonciation plus ou moins inédite d'un besoin de planification par les élites urbaines. Identifiée par certains anthropologues comme une « approche projective de la société » (PIAULT 1995, pp. 211 - 2), cette tendance générale des administrateurs suppose que la ville, aplatie dans les cartes, est désormais pensée comme un espace lisse – c'est-à-dire sans relief sur le plan topographique, et sans prendre en compte les dynamiques sociales– dont l'organisation et l'extension doivent être planifiées et programmées.

Or, cette prétention de gérer l'accès à l'eau des citadins sur le long terme, en excluant au maximum l'imprévu, est à la fois appuyée et incitée par des réglementations nationales et internationales dans les deux cas étudiés²⁰². Pour ce faire, il est nécessaire de concevoir et d'installer des dispositifs techniques résistants qui doivent assurer et réguler la fourniture quotidienne d'une ressource dont l'approvisionnement restait jusqu'alors plus ou moins variable. C'est pourquoi des matériaux pérennes sont utilisés dans les deux villes, en l'occurrence du fer pour la construction des tuyaux à Carthagène (§ 1.1.3 et § 1.1.4) et du

²⁰¹ Dans la première, l'objectif est de légitimer l'entreprise coloniale et de rendre la ville habitable pour les populations européennes (KUKLICK 2008) ; alors que dans la seconde, il s'agit d'assainir la ville pour éviter que le port commercial ne soit mis en quarantaine (CASAS ORREGO 2000).

²⁰² En Colombie, le directeur national de l'hygiène plaide dès 1914 en faveur de la construction d'un aqueduc et de la distribution d'eau potable à Carthagène en s'appuyant sur les conventions sanitaires internationales des ports maritimes. De la même manière, la fermeture des puits creusés en 1907 à Khartoum est justifiée en 1962 par le fait que leur eau n'atteignait pas les standards recommandés par le Comité International de l'OMS.

ciment pour recouvrir les parois des puits à Khartoum (§ 1.2.3). Dès lors, les citernes et les châteaux d'eau deviennent, entre autres, les pivots d'un système technique dont la disponibilité en continu de la ressource demeure la principale préoccupation.

Si les habitants de Tuti, appartenant aux élites urbaines, demandaient l'extension du réseau pour un espace qu'ils considéraient de plus en plus comme faisant partie de la ville, le système technique qui, dans les années 1960, desservait déjà une bonne partie de Khartoum, ne leur offrait pas pour autant de solution. Les tuyaux étendus depuis la station de pompage de Mogran, puis depuis celle de Khartoum Nord, ont en effet été cassés par la force du courant, et les nouveaux puits creusés par l'administration n'atteignent pas les standards de qualité établis depuis les années 1950 (§ 2.2.6). Vingt ans se sont donc écoulés entre le premier projet de mise en place du réseau urbain à Tuti datant de 1964 et son fonctionnement effectif qui a nécessité la conception d'un système techniquement décentralisé avec une station de pompage installée sur l'île même. Cet exemple illustre comment les avancées techniques à l'instar de la durabilité des matériaux, présentées plus tard comme largement acquises voire presque automatiques, se sont heurtées à la fois à des conditions écologiques et matérielles et aux nouveaux standards internationaux mesurant la qualité de l'eau.

Or, outre la pérennité des infrastructures, la planification des deux villes engage l'ambition d'ingénieurs et d'hommes politiques visant à fournir l'eau sur le long terme en s'affranchissant, entre autres, des variables démographiques. Dans cette optique, il leur apparaît impératif de prévoir la croissance de la population et d'estimer l'utilisation que celle-ci fera de l'eau dans un futur plus ou moins lointain.

Pour ce faire, il est nécessaire de définir au préalable la quantité d'eau dont a besoin chaque individu : comme nous l'avons noté déjà (§ 1.2.4), on peut en tirer 836 000 gallons par jour à Khartoum à partir des forages ouverts en 1907, mais cette quantité va être jugée insuffisante pour les années à venir dès 1920 par les ingénieurs de la British Sudan Light and Power Company qui s'appuient sur la courbe de croissance démographique de la ville (TAYLOR 1962). Dans le même sens, nous avons cité le contrat établi en 1892 entre le gouverneur de Carthagène et l'entrepreneur anglais Arthur J. Russell pour la mise en place d'un système hydrique devant garantir le service d'eau pour une population allant jusqu'à 30 000 habitants (§ 1.1.3), la consommation quotidienne par personne étant alors estimée à quinze gallons par jour (PORTO CABRALES 2007).

Ainsi, la manière qu'ont les instances décisionnelles de penser l'approvisionnement en eau des deux villes depuis le tournant du XX^e siècle implique avant tout deux aspects : d'une part, il s'agit de redéfinir les individus, dans leur dimension biologique, comme des entités équivalentes à des besoins minimums, invariables et universels ; d'autre part, il est impératif de réduire l'eau à sa seule fonction physiologique. Ces deux dimensions ont été identifiées par de nombreux auteurs comme relevant des discours et des pratiques de la modernisation selon lesquels l'eau apparaît comme un objet de calcul à administrer et à mesurer (CASCIARRI et VAN AKEN 2013).

Un troisième aspect, qui rentre apparemment en contradiction avec les deux précédents, s'avère également fondamental dans la planification de l'espace urbain : afin de gérer la situation présente et pour calculer la consommation en eau de la ville sur le long terme, les administrateurs différencient les besoins des citoyens selon leur statut socioéconomique. Ce sont en effet les populations aisées de Khartoum et de Carthagène qui bénéficient d'abord de l'installation des robinets domestiques. Il s'agit en l'occurrence des habitants des zones de première classe à Khartoum en 1908 (§ 1.2.3) et des couches sociales privilégiées de la ville de Carthagène qui peuvent payer l'eau à domicile selon des prix affichés dans la presse la même année (§ 1.1.4). Dans le même temps, les populations moins aisées ou rurales s'approvisionnent en eau par le biais de puits collectifs à Khartoum et par des fontaines publiques à Carthagène. Cette différenciation va être officialisée par la mise en place d'une classification des citoyens fondée sur une stratification socioéconomique, bien que celle-ci ait été formalisée très rapidement à Khartoum par rapport à Carthagène. Dans le cas soudanais, le calcul des besoins en eau et la tarification sont réalisés à partir de la catégorisation coloniale des zones d'habitation – première, deuxième et troisième classe – (§ 1.2.5) tandis qu'une classification reposant sur une logique socioéconomique similaire n'est introduite à Carthagène qu'en 1994 (§ 1.1.5).

Il convient de remarquer ce paradoxe opposant un discours scientifique qui présente l'eau comme un objet purement physiologique et les individus comme des entités biologiques équivalentes, à une gestion de l'eau urbaine imprégnée de relations de pouvoir et fondée sur des différences socioéconomiques. On peut y voir une illustration des propos de Bruno Latour qui considère ce type de contradictions comme caractéristique de la modernité :

« (...) le mot "moderne" désigne deux ensembles de pratiques entièrement différentes qui, pour rester efficaces, doivent demeurer distinctes (...) Le premier ensemble de pratiques crée, par "traduction", des mélanges entre genres d'être entièrement nouveaux, hybrides de

nature et de culture. Le second crée, par “purification”, deux zones ontologiques entièrement distinctes, celles des humains d’une part, celle des non-humains de l’autre » (LATOUR 1991, p. 20).

Par un processus de « traduction », l’eau du réseau urbain à Khartoum et à Carthagène est un « hybride »²⁰³ qui incorpore des processus qui sont à la fois matériels, discursifs et sociaux : ici, le développement d’une technique reprise dans le discours scientifique et reproduisant d’importantes inégalités sociohistoriques. Or, c’est par ces pratiques de « purification » – en distinguant d’un côté la dimension physique de l’eau et la dimension biologique des citadins, et de l’autre les relations de pouvoir qui soutiennent et produisent cette séparation – que le réseau urbain acquiert son caractère d’artefact moderne, dans le sens que Bruno Latour donne à ce terme.

3.3. La reconfiguration du collectif et de l’individu

Une autre question récurrente aussi bien à Khartoum qu’à Carthagène réside dans l’ambition de centraliser l’approvisionnement en eau pour l’ensemble de la ville. Tout au long de la première moitié du XX^e siècle, les instances décisionnelles commencent à affirmer que les entités collectives locales et les individus n’ont pas la capacité d’assurer l’investissement financier, la gestion et l’appareillage technique nécessaires pour fournir la ressource dans de bonnes conditions aux citadins et sur le long terme. A Carthagène, les autorités municipales demandent ainsi la fermeture des *aljibe* dès les premières décennies du XX^e siècle (§ 1.1.4) tandis qu’à Khartoum, les administrateurs de la ville procèdent à la fermeture des puits publics des quartiers populaires (§ 1.2.3) qui sont déplacés du centre-ville en 1947 pour installer des robinets domestiques dans les maisons (ARANGO 2009). Le nouveau système d’adduction vient donc remplacer certaines formes plus particulières d’accès à l’eau gérées à la micro-échelle des consommateurs.

En somme, les instances créées pour la gestion de l’eau sont affranchies des usagers eux-mêmes, comme le PWD à Khartoum en 1907 qui sera remplacé en 1924 par la British Sudan Light and Power Company, et la Cartagena Waterworks Company en 1907 à Carthagène²⁰⁴. Or, cette séparation entre les citadins et les instances qui gèrent leur

²⁰³ Ce caractère “hybride” de l’eau de consommation en milieu urbain a été signalé par Eric Swyngedouw (2004, p. 28).

²⁰⁴ Les municipalités de Khartoum et de Carthagène ont été associées à ces institutions : le PWD faisait ainsi partie de l’administration urbaine. Si la *British Sudan Light and Power Company* fournissait le capital pour la mise en place de la compagnie et opérait le service dans la conurbation, les infrastructures et leurs extensions

approvisionnement en eau contribue à la reconfiguration de la manière dont les individus et le collectif sont pensés dans les deux villes. L'implantation du réseau urbain d'adduction conduit en effet à ce que l'eau soit conçue comme une ressource commune, partagée par des consommateurs anonymes qui constituent par là même une nouvelle collectivité. Dans cette logique, le rôle des individus est réduit à celui d'utilisateurs dont le pouvoir de gestion est cantonné à la sphère domestique. En plaçant l'eau au centre des préoccupations sanitaires et du bien-être du collectif nouveau qu'est la ville dans son ensemble, une conception inédite de l'Etat émerge quant à la gestion hydrique : ce dernier devient le représentant des populations et le garant de la redistribution des ressources pour chacun de ses sujets.

Nous avons illustré ces transformations avec l'analyse de la mise en place du réseau à Tuti (§ 2.2.6). Par ce biais, il nous a été possible d'affirmer, à l'instar de Bryan Pfaffenberger qui travaille sur les systèmes d'irrigation au Sri Lanka (1988), que les transformations dans les formes de gestion de l'eau par l'introduction du réseau urbain à Tuti ne relèvent pas seulement de l'introduction d'une nouvelle technique. Elles indiquent plutôt la manière dont l'usage d'une nouvelle technologie exprime la transformation des visions de la société et engage les individus dans une forme particulière de vie (PFAFFENBERGER 1988, p. 236). En témoignent les récits qui expliquent, par exemple, que les problèmes actuels de certains habitants de Tuti pour accéder à l'eau du réseau urbain sont dus à la transformation des puits collectifs en latrines (§ 2.2.6) et qui évoquent par ce biais la perte d'espaces publics de partage de la ressource et la disparition d'une certaine économie morale liée à ceux-ci.

Il faut cependant nuancer ce mouvement linéaire qui transformerait les formes particularisées d'accès à l'eau des citoyens en un mode de plus en plus centralisé à l'échelle des villes et de surcroît pris en charge par l'Etat. Le cas de Caño de Loro montre bien qu'il ne s'agit pas d'un processus unidirectionnel, puisque nous avons indiqué la présence très précoce de l'Etat dans le village en matière d'accès à l'eau, en relation à d'autres localités de la région, voire de la ville de Carthagène-même – due à l'installation du lazaret républicain (§ 2.1.4) – puis le retrait de celui-ci dans les années 1950 au moment même où l'Etat commençait à s'imposer comme instance principale pour la gestion de l'eau de la ville (§ 1.1.4).

restaient pour autant la propriété du gouvernement soudanais. Enfin, la *Cartagena Waterworks Company* est née d'un contrat signé entre le gouverneur du département et un entrepreneur privé.

3.4. Le rôle des médecins, des ingénieurs et des gouverneurs

Outre les similitudes que nous venons d'indiquer, une analogie particulièrement intéressante concerne les acteurs sociaux qui émergent pour assurer la mise en place d'un système centralisé d'adduction dans les deux villes : médecins, ingénieurs et gouverneurs deviennent les figures centrales cautionnant l'impératif d'un choix technique et de gestion urbaine de l'eau. Leur pouvoir repose sur le savoir issu respectivement de l'hygiénisme, de la science sanitaire, et de la politique représentative. Ce sont donc les mêmes protagonistes qui introduisent à Khartoum (§ 1.2.3) et à Carthagène (§ 1.1.4) de nouvelles relations et valeurs concernant l'eau ainsi que des connaissances inédites et la nécessité de faire appel à ces technologies novatrices. La seule différence réside dans le fait qu'à Khartoum, tous ces acteurs appartenaient à l'administration coloniale tandis qu'il s'agissait à Carthagène des autorités de la jeune République de Colombie.

Le rôle de ces acteurs invite donc à reconsidérer l'importance du contexte colonial dans le développement et à envisager une transformation plus vaste, celle de la pensée moderniste, qui se diffuse progressivement de manière plus globale. Qu'il s'agisse de régimes politiques républicains, coloniaux ou même de monarchies constitutionnelles, la place des médecins, des ingénieurs et des gouverneurs devient désormais fondamentale dans le choix des formes urbaines de gestion de l'eau. Certains auteurs rappellent à ce propos que :

« Ces processus symboliques ne sont pas limités aux périodes de colonisation. La fabrication de ce que nous appelons la modernité en Europe peut être lue aussi dans l'évolution des manières de se comporter à table, dans l'assainissement (...) ou le développement des institutions étatiques (...) Nous explorons la remarquable similarité entre, d'un côté, l'effort des colonisateurs pour refaçonner les habitudes et les habitations des Africains au XIX^e siècle et, d'un autre côté, leurs tentatives domestiques, apparemment déconnectées [de ce qu'ils faisaient en Afrique], pour "améliorer" la vie des citadins prolétaires (...) »²⁰⁵.

Il importe cependant de noter que la pensée « moderne » de l'eau, en ce qu'elle marque une rupture avec un passé « archaïque » et parfois rural, n'est pas l'apanage des administrateurs coloniaux ou des fonctionnaires d'Etat : nous avons vu comment, dans le cas de Tuti, les citadins et usagers des réseaux se réapproprient et reproduisent une division entre tradition rurale et modernité urbaine pour exprimer leur trajectoire historique (§ 2.2.5).

²⁰⁵ « Such symbolic processes, we stress, are not limited to colonizing moments. The making of what we term modernity in Europe can be read as much in the evolution of table manners, sanitation (...) as in the development of formal state institutions (...) we explore the remarkable similarity between, on the one hand, efforts of colonizers to reshape the habits and habitations of nineteenth-century Africans and, on the other hand the apparently unrelated attempts back home to "improve" the domestic lives of the urban underclass (...) » (COMAROFF et COMAROFF 1992, p. 42).

A ce stade, l'histoire de l'accès à l'eau dans chaque ville montre par elle-même comment le réseau hydrique peut constituer en partie une « technologie disciplinaire » – dans le sens que Michel Foucault donne à ce terme, à savoir comme des techniques coercitives du comportement qui excèdent l'action des institutions et de leurs prescriptions (FOUCAULT 1975) – plus ou moins globalisée car il est conçu pour avoir une vocation universelle. C'est pourquoi la police sanitaire carthaginoise contrôle le nettoyage des *aljibe* tandis que la mise en place du réseau à Khartoum participe d'un mouvement visant à créer une classe « décente » et efficiente de travailleurs (SIKAINGA 1996). Dans ce cadre la nouvelle manière de concevoir les systèmes techniques implique un changement important dans les formes d'approvisionnement en eau des citoyens.

3.5. Les réseaux urbains d'approvisionnement en eau : ancrage de la modernité

La planification urbaine, la centralisation de la gestion de l'eau à l'échelle de la ville et la différenciation des citoyens et des espaces urbains expriment un nouvel ordre auquel correspond une manière particulière de concevoir la nature, la société et l'homme. A ce titre, la nature de l'eau doit être maîtrisée et dominée pendant que l'espace doit être programmé et projeté. En outre, le collectif concerné par la gestion de l'eau est élargi à l'échelle de la ville et va dès lors être conçu comme étant composé d'une série d'entités équivalentes. Plus encore, les citoyens vont être représentés par des instances externes, principalement étatiques et affranchies des usagers eux-mêmes, et ce au sein de régimes politiques très différents. Ces diverses dimensions dessinent les contours de la modernité telle qu'elle est comprise par Bruno Latour : un mode de pensée qui conçoit l'homme comme étant détaché à la fois de la nature et de l'ordre social plus large, ces deux mondes – la société et la nature – étant eux-mêmes considérés comme entièrement séparés (LATOURE 1991).

L'implantation d'un mode analogue d'exploitation et de gestion de l'eau dans les deux villes indique un rapport particulier, parfois présenté comme étant intrinsèque, entre l'espace urbain, le réseau d'adduction d'eau et les populations citadines. Or, c'est la stabilisation du système technique et la fin des controverses autour de sa mise en place qui confère au dispositif son caractère, presque naturel, de résolution irréversible.

Deux aspects viennent toutefois contredire cette vision linéaire de l'histoire d'approvisionnement en eau à Khartoum et à Carthage : en premier lieu, le dispositif technique comporte des limites à la fois sociales et matérielles ; ensuite, la science sanitaire, le

savoir hygiéniste ou la politique représentative – éléments constitutants de la modernité propre aux formes urbaines d'accès et de gestion de l'eau – ne sont pas des modèles préfabriqués et imposés de l'extérieur dans les deux cas étudiés. Ces discours se transmettent entre des individus qui, appartenant à des sphères sociales particulières, ont des trajectoires individuelles au cours desquelles ils s'imprègnent de ces logiques modernistes²⁰⁶.

En somme, la comparaison des formes d'accès et d'approvisionnement en eau à Khartoum et à Carthagène permet de faire ressortir ce choix d'une modalité particulière pour la gestion de la ressource. Cette démarche conduit également à retracer l'évolution de la conception de la ville par les administrateurs, et les choix qui ont été faits au cours du temps en matière d'occupation de l'espace, de gestion des populations et d'administration des ressources. Si ces choix sont tributaires d'une vision moderne de la société, de la nature et des individus, cela ne veut pour autant pas dire qu'ils sont entièrement rationnels : ils répondent aussi à des actions concrètes, à des particularités et à des logiques propres à chaque contexte. En outre, les transformations sociales induites, bien que largement répandues, ne sont ni définitives ni absolues.

²⁰⁶ Enrique Luis Román, gouverneur de Bolivar et signataire du contrat qui a déclenché la mise en place du premier réseau d'approvisionnement en eau, était pharmacien de profession et son père avait fait des études au sein de l'institut Pasteur de Paris. En outre, le docteur Balfour, qui a mené d'importantes campagnes de santé publique à Khartoum, avait été chirurgien civil en charge d'un campement de typhoïde en Afrique du Sud entre 1900 et 1901 (ABDEL-HAMEED 1997).

DEUXIEME PARTIE.

GROUPES DOMESTIQUES, VOISINAGE ET ESPACES DE PARTAGE DE L'EAU EN MILIEU URBAIN

Bien que le réseau d'adduction d'eau ait été mis en place à Khartoum et à Carthagène depuis près d'un siècle, l'eau est souvent amenée par d'autres moyens dans les maisons de Tuti et de Caño de Loro avant d'y être consommée. A Caño de Loro, les porteurs²⁰⁷ amènent l'eau depuis Carthagène dans des bidons et autres récipients jusqu'au village où la vente a lieu dans des débarcadères. Certaines personnes, disposant de petites citernes dans leurs maisons, vendent ou donnent l'eau aux voisins pendant la saison des pluies. Qu'elle provienne des débarcadères ou des citernes domestiques, l'eau est transportée par différents moyens dans les maisons où elle sera ensuite utilisée. Tandis qu'à Tuti, l'eau est pompée directement depuis le Nil puis traitée dans une station située dans le village. Ensuite elle est charriée par des tuyaux souterrains, de taille décroissante, et arrive directement dans les maisons par un conduit qui est généralement placé dans la cour. En raison de coupures constantes, de l'envoi alterné d'eau dans deux réseaux différents et plus généralement d'un manque de débit dans le système, les voisins ont cependant mis en place de nombreuses modalités de partage de l'eau. Une fois qu'elle coule dans le robinet d'une maison, l'eau peut ainsi être transférée dans d'autres habitations de diverses manières.

²⁰⁷ Dans les archives du lazaret ou jusqu'à récemment à Carthagène, on se referait aux porteurs d'eau par le terme *aguatero*. Néanmoins, à Caño de Loro, ce terme n'est pas courant et il n'y a pas un nom générique pour désigner les porteurs d'eau. Les gens disent « celui-ci vend de l'eau » ou « celui-là *jarrea* (transporte) l'eau » en les nommant par leur nom ou prénom.

Par ces pratiques, la circulation quotidienne de l'eau de consommation implique différents lieux de partage et d'interaction sociale et rappelle les propos de Timothy Maliqalim Simone :

« La question "qu'est-ce que nous pouvons faire ensemble ?" –sans s'attarder ici sur où et à qui ce "nous" renvoie – est en grande partie une question sur ce qui existe entre nous ; ce qui nous permet de nous rapprocher ou de nous éloigner les uns des autres. [La question est de savoir] quelle est la matérialité de cet intermédiaire – sa composition et l'intensité de sa durée sa viscosité, sa visibilité (...) »²⁰⁸

En suivant ces propos nous aborderons, dans la présente partie, les relations qui se créent au quotidien entre usagers à partir d'un intermédiaire matériel comme l'eau. Il convient à cet égard de comparer différents aspects de ces rapports tels qu'ils se présentent à Tuti et à Caño de Loro : leur étendue, leurs conditions d'émergence, leurs modes de fonctionnement et leur durée. A partir de cette mise en perspective, nous explorerons l'idée selon laquelle les différents échanges d'eau (qu'ils soient éphémères ou durables, codifiés ou non et qui impliquent, selon les situations, le don et la vente, mais aussi le transport et la distribution de l'eau) font partie des procédés qui contribuent à la « production de la localité » en tant qu'aspect de la vie sociale : en effet, Arjun Appadurai note que les résultats matériels de nombreuses technologies et échanges, parmi lesquels nous rangeons les transactions concernant l'eau de consommation, sont moins une fin en soi que « les étapes d'une technologie (...) générale de la localisation » (APPADURAI 2001, p. 259).

L'un des lieux principaux de partage de l'eau reste l'espace domestique²⁰⁹ : lieu de résidence, de consommation et d'usage de l'eau, mais aussi point de redistribution pour approvisionner d'autres maisons en cas de nécessité. Ensuite, des échanges importants d'eau se produisent aussi dans des espaces inter-domestiques, et en particulier dans les rues : il s'agit de lieux de circulation et de transactions qui impliquent des relations interpersonnelles diverses – parenté, voisinage, relations commerciales, etc. Bien que ces spatialités relationnelles (à savoir les espaces domestiques et les rues) condensent des valeurs et des logiques spécifiques inscrites dans chacun des contextes socioculturels étudiés, leur mise en

²⁰⁸ « The question "what is that we can do together?" – whoever and wherever "we" may exist – is largely a question of what is in-between us ; what enables us to reach or withdraw from each other. What is the materiality of this in-between – the composition and intensity of its durability, viscosity, visibility, and so forth? » (MALIQALIM SIMONE 2012, p. 1).

²⁰⁹ En retraçant l'histoire de la notion de « foyer » (*household*) et de « communauté » dans la littérature anthropologique sur l'Afrique, Jane Guyer (1981) explique que leur usage accru dans les années 1980, implique l'idée de structures sociales locales qui sont encastrées dans un système économique et politique stratifié plus large. L'auteur note que les sociétés africaines avaient été jusqu'alors plus largement analysées en termes de parenté et chefferie (GUYER 1981, p. 87).

perspective apporte des éléments pour l'analyse des formes d'accès et de partage de l'eau des populations urbaines dans un sens plus large.

Pour autant, les maisons, lieux circonscrits dans l'espace identifiés et différenciés par les habitants de Tuti et Caño de Loro, constituent plus généralement une unité administrative pour la gestion de l'eau en ville. Si Jean et John Comaroff ont noté que l'espace domestique est à la fois un produit culturel et une catégorie pratique où se rencontrent des logiques différentes, notamment entre administrateurs coloniaux et populations locales (COMAROFF et COMAROFF 1992), l'usage de l'eau à Tuti et à Caño de Loro nous permet d'explorer cette superposition de logiques dans des contextes postcoloniaux et contemporains. Il en va de même pour les spatialités mitoyennes dont les espaces domestiques sont indissociables : leur articulation et les liens sociaux qui les constituent ont fait l'objet d'importants débats académiques, notamment en relation au milieu urbain, que l'observation de la gestion de l'eau permet ici de revisiter.

La question de l'espace domestique et de son fonctionnement a été traitée depuis les études fondatrices de l'anthropologie (MAUSS 1905)²¹⁰ et a continué de susciter d'importantes réflexions par la suite, à l'instar du travail de Pierre Bourdieu sur la maison kabyle qui demeure l'une des études paradigmatiques en sciences sociales consacrée à ce sujet (BOURDIEU 1970). Dans cette recherche, l'auteur analyse l'espace domestique dans sa relation avec « le monde extérieur » (BOURDIEU 1970, p. 748) en dégagant un système d'oppositions symboliques et d'homologies structurelles qui organisent les lieux de la maison²¹¹. A ce titre, l'auteur précise que ces rapports opposés n'obéissent pas à un impératif technique ou à une nécessité fonctionnelle, mais plutôt à des ressorts symboliques (BOURDIEU 1970, p. 741). Or, en ce qu'elle exclut d'emblée les impératifs techniques et matériels de l'analyse de la relation entre espaces domestiques et « monde extérieur » (ou du moins, en ce qu'elle les subordonne à une dimension symbolique), la démarche proposée par Pierre Bourdieu ne saurait toutefois s'accommoder à notre propos : comme nous le verrons tout au long de cette partie, l'étude de la relation de l'espace domestique à son « extérieur », à partir des formes d'accès à l'eau à Tuti et à Caño de Loro, passe d'abord par l'observation des impératifs techniques et fonctionnels.

²¹⁰ Marcel Mauss n'évoque pas la notion d'espace domestique, mais se réfère aux formes d'habitat, la tente en été et la maison en hiver, en relation avec l'« établissement plus large » (MAUSS 1905).

²¹¹ Ce système fonctionne selon un principe de divisions – entre le haut et le bas, l'obscurité et la lumière, le féminin et le masculin, la nature et la culture – qui ordonnent les relations à l'intérieur de la maison, mais aussi celles qu'elle entretient avec le « monde extérieur ».

Des travaux plus récents, en géographie et en anthropologie, ont par ailleurs analysé l'espace domestique et son fonctionnement à partir des formes d'accès et de gestion de l'eau en milieu urbain. Surtout consacrées à des pays industrialisés, ces recherches décrivent cet espace comme de plus en plus replié sur lui-même et construit sur l'illusion d'un affranchissement des aléas externes : les systèmes urbains d'approvisionnement en eau contribueraient à cet isolement tout en le reflétant (KAIKA 2004 ; STRANG 2004). Cependant, en menant cette même observation à Tuti et à Caño de Loro, il en découle que les espaces domestiques ne sont pas isolés, mais doivent être analysés dans leur articulation visible et constante avec leur extérieur et avec des espaces plus larges.

Dans cette logique, des anthropologues et des sociologues travaillant en milieu urbain avaient déjà souligné cette conception des univers domestiques perçus dans leur continuité avec d'autres lieux d'interaction – et non isolés ou en opposition à l' « extérieur ». S'ils ne traitent pas spécifiquement de la question de l'eau, ces travaux montrent que la résidence constitue un lieu névralgique des villes et qu'elle n'est pas renfermée sur elle-même²¹², qu'il s'agisse des pays industrialisés mais aussi des pays du Sud. A cet égard, Gérard Althabe étudie les interactions qui ont lieu au sein des cages d'escaliers qu'il définit comme des « espaces de cohabitation » dans les HLM – Habitation à Loyer Modéré – nantais (ALTHABE 1993) ; ensuite, Michel Agier évoque les *avenidas* (ruelles dans les arrière-cours des maisons) à Salvador de Bahia (Brésil) et les *puentes* (passages sur pilotis entre maisons) dans des quartiers populaires du pacifique colombien, qui représentent pour lui des formes urbaines entre le public et le privé (AGIER 2009, p. 72-73) ; il convient également de citer Pierre Mayol qui s'intéresse aux espaces d'entre-deux, aux « lieux vides » où le citoyen a le pouvoir d'aménager ses propres trajectoires (MAYOL 1994, p. 21) et dont il décrit les dynamiques dans un quartier lyonnais.

Par l'analyse de ces lieux de socialité en milieu urbain, ces auteurs critiquent l'opposition nette entre espace domestique et « extérieur », entre espace privé et espace public²¹³ en proposant comme alternative un prolongement entre ce qui est le plus intime (le logement) et ce qui est le plus inconnu (l'ensemble de la ville) (AGIER 1992 ; MAYOL

²¹² Dans ces travaux anthropologiques en milieu urbain, Pierre Mayol évoque « le groupe familial » et « l'espace privé du logement » (MAYOL 1994) tandis que Gérard Althabe part des « familles » et des « logements » (ALTHABE 1993) et que Michel Agier fait référence à des « univers domestiques » (AGIER 2009).

²¹³ Si Gérard Althabe qualifie d'erronée « l'image d'une population repliée en cellule familiale-forteresse » (ALTHABE 1993, p. 15), Michel Agier discute quant à lui le contraste entre la rue et la maison (AGIER 2009, p. 50). Enfin, Pierre Mayol s'oppose à l'idée d'une différenciation nette entre ces lieux en développant la notion de « particularisation progressive des espaces publics » (MAYOL 1994, p. 21).

1994). Ils opèrent ainsi une double revendication : d'une part, ils cherchent à relever l'importance de l'univers domestique dans les modes de vie urbains²¹⁴ et, d'autre part, ils signalent son articulation avec un espace plus ample qui déborde ses limites physiques.

C'est dans cette discussion que se place notre observation : il s'agit d'analyser les rapports des gens dans l'articulation des espaces domestiques et inter-domestiques, tel qu'il a été proposé par certains travaux d'anthropologie urbaine²¹⁵, tout en questionnant la définition et le fonctionnement de ces espaces à partir d'une ethnographie des formes d'accès et de partage de l'eau²¹⁶. Croiser ces différentes perspectives – entre recherches anthropologiques dédiées à la ville et études sur la gestion de l'eau en milieu urbain – nous paraît fécond pour mener une réflexion sur la notion de « gestion collective » de l'eau et, dans le cas où elle est avérée, sur ses mécanismes de fonctionnement.

Afin d'analyser les rapports sociaux qui se créent par le biais de l'eau à Tuti et à Caño de Loro, nous proposons de partir de deux abstractions. D'une part, l'univers domestique sera compris, à partir de la circulation de l'eau, selon deux aspects : dans sa dimension relationnelle, il est constitué par le groupe de personnes qui partagent les mêmes parts d'eau à un moment donné et, dans sa dimension physique, il est défini par un point d'eau spécifique – le robinet qui branche la maison au réseau d'adduction d'eau à Tuti, et les récipients ou citernes dans lesquels est stockée l'eau pluviale captée sur les toits à Caño de Loro. Toujours en termes « hydriques », l'espace de partage inter-domestique peut être d'autre part conçu comme celui qui résulte des trajectoires que les individus réalisent régulièrement pour subvenir à leurs besoins quotidiens en eau : si l'on croit, avec Pierre Mayol, que l'espace vide entre des façades permet l'aménagement des trajectoires qui sont fondatrices de la vie quotidienne en milieu urbain (MAYOL 1994, p.22), il serait possible de montrer que le

²¹⁴ A propos de la distinction entre espace privé et espace public, Michel Agier affirme que les études anthropologiques en milieu urbain, aussi bien en Afrique qu'en Amérique Latine ou en Europe, se sont longtemps inspirés de l'approche de l'Ecole de Chicago qui différencie le ménage nucléaire d'autres relations plus étendues (AGIER 2009). Pour Béatrix Le Wita, ces travaux ont fait « de l'éclatement de la famille la condition nécessaire à l'industrialisation et à la mobilité géographique et sociale dans la ville » (LE WITA 1984, p. 32).

²¹⁵ Les auteurs qui travaillent sur l'articulation de ces deux espaces n'ont cependant pas abordé la question des services publics bien que, dans des travaux classiques, Ulf Hannerz (1983) et Aidan Southall (1973) aient indiqué l'intérêt des « sphères de l'approvisionnement » pour aborder l'étude des villes.

²¹⁶ Certaines recherches en géographie mentionnent l'importance des « familles » et des « communautés » dans la gestion de l'eau urbaine (LOFTUS 2006 ; BAKKER 2008). Toutefois, elles indiquent rarement la manière dont se construisent ces notions ou les relations sur lesquelles elles reposent : ces catégories apparaissent dès lors comme des notions homogènes ou universellement codifiées.

transport, la vente, le don et l'emprunt de ce que nous appellerons des « objets hydriques »²¹⁷ contribuent à la consolidation du tissu social dans les deux villages.

C'est dans ce cadre que nous avons mené un travail systématique auprès de 30 ménages²¹⁸ à Tuti et 26 à Caño de Loro. La constitution de ces échantillons a été plus ou moins fortuite, parfois guidée par le bouche-à-oreille ou rendue possible par la recommandation des gens que l'on avait déjà rencontrés. Il importe néanmoins de noter que l'on s'est efforcé de rassembler, au sein des ménages choisis, « le plus large éventail de variations d'un phénomène », ce qui constitue le principe d'un aperçu ethnographique convenable selon, Oswald Werner et Russell Bernard (1994, p. 8).

Dans nos cas d'étude, nous sommes partis de variables qui paraissaient significatives pour les modes d'accès à l'eau des ménages. A Tuti, la proximité ou l'éloignement relatif des résidences vis-à-vis des tuyaux principaux peut avoir un impact sur le débit de l'eau au robinet. Cette distance a donc été une des variables retenues pour le choix des ménages à observer. En outre, si certains d'entre eux sont desservis par un seul réseau, d'autres bénéficient des deux fonctionnant sur l'île, ce qui peut mettre les individus en position de demandeurs ou de donneurs d'eau. Nous avons aussi travaillé dans des maisons situées dans l'ancien village, dans des habitations plus récentes, et dans différents *hay* (secteur) pour comprendre si ces divisions spatiales ont une quelconque influence sur les modalités de partage de l'eau ; il importait également de tenir compte du nombre de personnes constituant de manière régulière le ménage qui peut compter de petits effectifs – une veuve, une femme avec son enfant – mais aussi regrouper plusieurs familles nucléaires vivant ensemble. Enfin, notre échantillon comporte des propriétaires et des locataires, des familles ayant des activités professionnelles et des sources de revenus différentes, tout en reflétant la diversité des origines des individus – migrants de l'Ouest du Soudan, familles venant de Khartoum, habitants de l'île depuis plusieurs générations.

²¹⁷ Les « objets hydriques » sont multiples et servent différents propos : capter, stocker, transvaser, transporter, compter, purifier ou refroidir l'eau. Certains d'entre eux concernent exclusivement les ressources hydriques tandis que d'autres, peuvent servir à l'exploitation d'autres ressources. Certains de ces « objets hydriques » ne sont pas destinés, en principe, à des usages liés à l'eau de consommation : des anciens bidons d'huile étaient utilisés à Tuti pour transporter l'eau ou des baignoires inutilisées servent à stocker l'eau des pluies à Caño de Loro. L'usage de ces objets témoigne non seulement d'une importante créativité des usagers, mais facilite l'observation de la dimension relationnelle de l'eau.

²¹⁸ En suivant les travaux de Jane Guyer, nous considérons le ménage (*household*) à la fois comme une unité administrative, et comme le « lieu [*node*] de rencontre temporaire de différentes trajectoires de vie et de flux de différents types de valeur » (GUYER 2014, p. 16). Le groupe domestique est considéré comme l'ensemble d'individus d'âge et de sexe différent partageant un même espace d'habitation à un moment donné et liés par des relations de parenté, d'amitié ou par des relations contractuelles.

A Caño de Loro, la distance variable des habitations en relation aux débarcadères et leur position dans les parties hautes ou basses des collines constituent autant de facteurs qui peuvent faciliter ou compliquer le transport de l'eau ; c'est pourquoi nous avons travaillé dans différents secteurs du village car nous avons voulu comprendre si les différences topographiques pouvaient avoir un impact sur les modalités d'accès ou de partage de l'eau. Il s'agissait également de tenir compte des différences observées dans le nombre d'habitants par maison alors que la composition des familles est assez variable dans le temps. Dans cette logique, nous avons travaillé auprès de familles nucléaires, de grands-parents vivants avec un ou deux petits-enfants, mais aussi auprès des groupes domestiques plus larges rassemblant jusqu'une quinzaine de personnes. Une certaine importance a en outre été accordée aux activités professionnelles des membres des groupes domestiques – pêcheurs, travailleurs salariés – et aux sources de revenus.

Dans les différents ménages, nous nous sommes efforcés de mener une micro-enquête dans la longue durée sur différents aspects : les formes d'accès à l'eau, sa circulation dans l'espace domestique, l'histoire de la construction des maisons et leur transformation dans le temps, ainsi que les relations unissant les différentes personnes traversant l'espace d'habitation et celles entre voisins. Dans un premier temps, nous avons utilisé des fiches standard pour la systématisation des données, mais lorsque cela a été possible, nous sommes passés à de longues conversations, puis à des entretiens, principalement avec les femmes, qui furent accompagnés d'observations répétées dans les maisons.

Or, une autre démarche a été entreprise afin de comprendre les échanges qui ont lieu au-delà de l'espace domestique. A cet égard, malgré la présence des puits dans le passé (§ 2.2.4.), il n'y a pas à Tuti de lieux durables reconnus comme des points collectifs pour l'approvisionnement en eau des habitants, car les robinets domestiques constituent le principal moyen d'accès à l'eau depuis les années 1980. Par conséquent le travail sur les échanges d'eau à l'extérieur des maisons a d'abord été guidé par les différents récits de nos interlocutrices. Ensuite, nous avons réalisé des parcours systématiques des rues et des ruelles du village dans lesquelles nous avons pu observer, de temps à autre, des tuyaux entre les maisons, des gens portant des seaux ou poussant des brouettes chargés de bidons d'eau. Plus fréquemment, nous avons constaté la présence de jarres en terre cuite, de robinets ou de tuyaux par lesquels les gens mettaient à disposition de l'eau dans les rues pour les passants. Nous avons cartographié ces espaces en tentant de comprendre les échanges qui y avaient lieu, notamment par la réalisation d'entretiens là où l'eau était échangée entre maisons.

A Caño de Loro, la circulation de l'eau dans les rues est beaucoup plus visible puisqu'une grande partie de cette ressource est apportée depuis le continent. Nous avons donc mené un travail systématique dans les débarcadères d'eau – lieux de décharge et de vente –, en prenant garde aux quantités amenées au quotidien par chaque porteur, à la fréquence des voyages, aux trajectoires des femmes qui viennent acheter l'eau, mais aussi aux formes de négociation des prix ou à l'emprunt des récipients. En outre, nous avons réalisé des entretiens avec les porteurs d'eau et avec le propriétaire de la citerne du village qui avait été réparée. Nous avons aussi accompagné la distribution quotidienne de l'eau de la citerne et mené des entretiens avec la personne qui en est chargée. Enfin, nous avons tout simplement suivi l'eau dans ses trajectoires quotidiennes – depuis le continent jusqu'aux débarcadères et ensuite aux maisons, depuis les habitations entre elles ou à partir des différentes citernes – en nous concentrant sur certains « objets hydriques » comme les récipients, les outils de transport et les chéneaux mobiles.

A partir de ces observations, nous allons essayer de dégager les logiques des relations entre les gens qui partagent l'eau – relations de parenté ou d'amitié, mais aussi relations marchandes ou relations de pouvoir – et la manière dont ces personnes définissent les espaces de partage. Néanmoins, cette perspective ne saurait expliquer à elle toute seule la vaste réalité sociale entrevue à Tuti et à Caño de Loro : l'observation de la circulation et des formes d'accès à l'eau vient plutôt apporter des précisions, parfois des nuances et quelques questionnements sur les logiques de genèse des espaces et des groupes domestiques, sur leur fonctionnement quotidien et sur le contenu des rapports sociaux qui s'y déploient.

Deux questions vont guider la présente partie : quels sont les liens créés par l'eau à l'échelle des usagers ?, et quels sont les lieux où se déploient ces liens ?²¹⁹ La première de ces interrogations nous conduira à analyser les relations interpersonnelles et les rassemblements²²⁰ qui se créent autour de l'eau de consommation. Quant à la seconde, elle nous permettra de comprendre la définition des spatialités de partage de l'eau. Pour aborder ces questions, nous allons décrire les modalités d'appropriation des espaces d'habitation, les

²¹⁹ Nous remercions ici le professeur Mauro VAN AKEN de nous avoir fait part de cette formule : il s'agit d'observer « les liens de l'eau et les lieux de ces liens », formule qui nous a permis de diriger nos observations dans cette double direction relationnelle et spatiale.

²²⁰ Le terme « rassemblement » est ici compris dans le sens qu'Isaac Joseph donne à ce terme : « un rassemblement n'est ni un groupe, ni une population, c'est une configuration de positions dont le modèle est plutôt la file d'attente dans l'espace public. Dans un groupe, les individus se perçoivent comme membres, perçoivent l'organisation comme une entité collective distincte, séparée des rapports particuliers qu'ils entretiennent entre eux et attendent un soutien moral de leur identification au groupe » (JOSEPH 1996, p. 109).

formes de propriété, d'héritage et de droit d'occupation de l'espace, mais aussi les manières de construire les maisons. Puis, nous nous intéresserons aux usages quotidiens de l'eau et à ses différentes formes de partage au-delà de l'espace domestique. Nous aborderons ces questions dans le cas de Caño de Loro dans le chapitre 4 avant de nous concentrer sur Tuti dans le chapitre 5. Ensuite, nous aborderons, au cours du chapitre 6, différentes dimensions de l'articulation des espaces domestiques avec l'espace plus vaste qui les unit tout en tenant compte de leurs particularités à Tuti et à Caño de Loro. Cette mise en perspective nous permettra de considérer différentes manières de produire un espace commun à travers les échanges quotidiens d'eau.